



## Conseil économique et social

Provisoire

20 septembre 2011

Français

Original : anglais

---

### Session de fond de 2011

#### Débat de haut niveau

#### Compte rendu analytique provisoire de la 16<sup>e</sup> séance (Chambre B)

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 5 juillet 2011, à 16 heures

*Président :* M. Kapambwe ..... (Zambie)

### Sommaire

Examen ministériel annuel : Mise en oeuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation (*suite*)

*Exposés nationaux volontaires*

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

11-50883 (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 16 h 05.*

**Examen ministériel annuel : Mise en oeuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation**  
(suite)

*Exposés nationaux volontaires*

1. **Le Président** invite M<sup>me</sup> Kaag, Administratrice assistante du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Sous-Secrétaire générale des Nations Unies, à animer les exposés nationaux volontaires.

*République bolivarienne du Venezuela*  
(E/2011/118)

2. **M. Reinoso** (République bolivarienne du Venezuela), accompagnant ses propos de diapositives numérisées, dit que, selon la nouvelle Constitution de 1999, l'éducation en République bolivarienne du Venezuela est à la fois un droit fondamental de la personne et un bien public. La Constitution dispose que l'éducation est gratuite, obligatoire et libératrice. Un des principaux problèmes du pays a été l'exclusion sociale et l'éducation doit servir à promouvoir l'insertion et le développement sociaux. Un certain nombre de stratégies ont été appliquées aux fins de ces objectifs : la suppression des frais d'inscription dans les écoles publiques; l'extension du programme des cantines dans les écoles primaires; la fourniture d'ordinateurs à tous les élèves de ces écoles; et l'adoption de programmes scolaires interculturels et bilingues conformes à la nouvelle législation sur l'éducation dans les zones où vivent des peuples autochtones.

3. Le Gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour résoudre des problèmes structurels de longue date dans le secteur éducatif: les missions Robinson I, Robinson II et Ribas, qui ont pour but de promouvoir l'alphabétisation et l'éducation chez les adultes; le programme Simoncito, qui vise à étendre l'éducation aux enfants de moins de 5 ans; la création d'écoles primaires et secondaires « boliviariennes », offrant des programmes complets pendant toute la journée, ainsi que des repas; et la création des écoles techniques Robinson, dispensant une formation professionnelle.

4. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, la gratuité des études du premier cycle a été rétablie dans les établissements publics. Par ailleurs, 25 nouveaux

établissements d'enseignement supérieur ont été créés dans des zones reculées en vertu de la politique de « municipalisation » du Gouvernement, qui vise à réduire l'exode rural et à dispenser un enseignement conforme aux objectifs régionaux de développement. De plus, 32 programmes nationaux de formation de niveau universitaire ont été mis à exécution. Ils portent sur différents sujets mais offrent les mêmes cours d'instruction civique de base sur le développement durable, la conservation de l'environnement, le développement interculturel et l'identité nationale et latino-américaine.

5. Des résultats considérables ont été enregistrés en matière d'éducation au cours de la période 1999-2010 : le taux d'alphabétisation est passé de 97 % à un peu plus de 98,55 %; la scolarisation s'est accrue de 24 %; la participation aux programmes préscolaires, décisive pour les résultats scolaires et jugée à ce titre fondamentale, est passée de 43 % à 71 %; la fréquentation scolaire dans l'enseignement primaire est passée de 86 % à 93 %; la proportion d'enfants achevant leurs études primaires dans les six ans prévus est passée de 85 % à 92 %; et le taux d'abandons scolaires s'est réduit de 4,3 points de pourcentage. Au cours de la même période, la scolarisation dans l'enseignement secondaire s'est accrue de 24 points; le nombre d'élèves inscrits dans les programmes d'éducation spéciale est passé de 67 000 à plus de 207 000; et, grâce à la stratégie de « municipalisation », le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur est passé d'environ 530 000 à plus de 2,2 millions.

6. Les résultats obtenus dans l'enseignement primaire sont dus en partie à l'extension du programme des cantines scolaires, qui a permis aux enfants de familles à faibles revenus de continuer à aller à l'école. À l'heure actuelle, plus de 4 millions d'enfants reçoivent trois repas gratuits par jour à l'école (petit-déjeuner, déjeuner et goûter).

7. Le projet Canaima s'inscrit dans la stratégie d'intégration des technologies de l'information dans l'éducation adoptée par le Gouvernement vénézuélien. Appliqué conformément à un accord de coopération avec le Gouvernement portugais, il vise à doter tous les élèves des écoles primaires d'un ordinateur et à créer le milieu pédagogique nécessaire à une bonne transmission des connaissances. L'action menée par le Gouvernement pour répondre aux besoins des peuples autochtones et réaffirmer leurs traditions culturelles a

consisté notamment à appliquer des programmes d'éducation bilingue interculturels prévoyant que les matières éducatives soient enseignées dans les langues autochtones.

8. La coopération avec d'autres pays a contribué aux succès obtenus en matière d'éducation. La coopération avec Cuba a pris la forme de conseils sur le développement des enseignements primaire et universitaire et d'initiatives de formation des enseignants, telles que des échanges d'enseignants. Un des principaux résultats de la coopération avec la Chine a été le lancement du satellite de télécommunication Simón Bolívar, qui a contribué de façon décisive à élargir l'éducation aux zones reculées et à élaborer des programmes d'apprentissage à distance. La coopération au titre des grands projets éducatifs nationaux de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité de commerce des Peuples (ALBA-TCP) a surtout consisté à élaborer des programmes communs pour les premier et troisième cycles de l'enseignement supérieur dans divers domaines tels que les hydrocarbures, l'éducation, la médecine communautaire et le tourisme. En ce qui la concerne, la République bolivarienne du Venezuela a dépêché des alphabétiseurs dans d'autres pays. Elle a également accordé des bourses d'études à des étudiants de 42 pays, dont un grand nombre sont venus prendre connaissance du programme de médecine communautaire intégrale, qui met l'accent sur la médecine préventive et encourage les populations à créer leurs propres mécanismes de santé.

9. Il reste encore, actuellement, à compléter la transformation des écoles publiques et à réduire les effectifs des classes. Les enseignants ont été formés en nombre suffisant mais on n'a pas construit assez de salles de classe. Il faut aussi redoubler d'efforts pour rendre l'enseignement universitaire universel et développer l'enseignement du troisième cycle universitaire pour appuyer les plans de développement régionaux.

10. Pour résumer, comme suite aux politiques et stratégies éducatives du Gouvernement, plus de 10,5 millions de Vénézuéliens, soit près de 40 % de la population, suivent des études, faisant ainsi de la République bolivarienne du Venezuela la plus grande salle de classe du monde.

11. **M. Qian Bo** (Chine), examinateur, dit que l'exposé reflète l'esprit d'ouverture et la démarche

constructive du Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela. Il se félicite des progrès du pays dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous. Sont particulièrement notables les progrès de l'alphabétisation et l'augmentation des taux de scolarisation à tous les niveaux du système éducatif. L'éducation est, avec l'élimination de la pauvreté, un élément clef du plan national d'action et le Gouvernement s'efforce manifestement sans relâche d'atteindre ses objectifs.

12. La République bolivarienne du Venezuela participe activement à des projets de coopération internationale avec plusieurs pays, dont la Chine, et elle est une fervente partisane de la coopération Sud-Sud. L'État vénézuélien a accordé plus de 2 800 bourses d'études à des étudiants d'Afrique et d'Amérique latine et finance actuellement 271 bourses d'études du premier cycle universitaire destinées à des étudiants de 16 pays d'Afrique.

13. L'examinateur souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement vénézuélien prend actuellement pour faire un plein usage des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation et quel a été le rôle du projet de télécommunication par satellite, auquel la Chine a participé, dans la réalisation des objectifs éducatifs.

14. **M<sup>me</sup> Madrigal Muñoz** (Observatrice de Cuba), examinatrice, dit qu'il ressort clairement de l'exposé que la République bolivarienne du Venezuela a obtenu des résultats positifs en matière d'éducation. Le taux de scolarisation a augmenté à tous les niveaux, ainsi que dans le domaine de l'éducation spécialisée. Rien qu'en 2010, l'État a ouvert six nouvelles universités polytechniques. Sont des réussites notables également le fait que la République bolivarienne du Venezuela ait été proclamée territoire exempt d'analphabétisme et que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ait reconnu son rang en matière d'effectifs universitaires, à savoir le cinquième dans le monde et le deuxième en Amérique latine et dans les Caraïbes. Tout aussi important est la reconnaissance par l'État vénézuélien du droit à l'éducation gratuite jusqu'au premier cycle universitaire.

15. L'intervenante aimerait avoir des informations sur les difficultés rencontrées par le Gouvernement vénézuélien et savoir s'il a mis des programmes en

place pour les résoudre. Elle aimerait aussi avoir des informations détaillées sur l'organisation des campagnes d'alphabétisation.

16. **M. Aguirre** (Chili) demande comment les réformes institutionnelles appliquées en République bolivarienne du Venezuela ont façonné les changements dans le secteur éducatif.

17. **M<sup>me</sup> Navarro Llanos** (Observatrice de l'État plurinational de Bolivie) dit que la transformation de la République bolivarienne du Venezuela en plus grande salle de classe du monde et le fait que la Constitution vénézuélienne établit l'éducation gratuite, démocratique et obligatoire comme un droit montrent bien, avec d'autres réalisations notables, la ferme volonté du Gouvernement vénézuélien d'atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'éducation.

18. Plusieurs initiatives méritent une mention spéciale : le projet national Simón Bolívar, qui, en s'appuyant essentiellement sur l'éducation, vise à éliminer la pauvreté et à répondre aux besoins des populations marginalisées; la loi sur l'éducation, qui reconnaît la nécessité d'un enseignement novateur, multiculturel, multiethnique et multilingue; le programme des cantines scolaires et le projet Canaima. La République bolivarienne du Venezuela s'est montrée très solidaire des autres pays membres de l'ALBA et signataires du TCP et a promu, avec la coopération de Cuba et à l'aide de méthodes cubaines, des campagnes d'alphabétisation fructueuses dans d'autres pays, dont l'État plurinational de Bolivie. La révolution « bolivarienne » a beaucoup progressé dans la réalisation d'une éducation qui sera libératrice vu qu'une population éduquée ne peut être bernée. L'intervenante aimerait savoir comment les questions du respect de la diversité culturelle et de la non-discrimination ont été incorporées dans les programmes éducatifs nationaux.

19. **M. Reinoso** (République bolivarienne du Venezuela) dit que les technologies de l'information et de la communication sont mises au service de l'éducation en vertu de trois initiatives interdépendantes : le programme Infocentro, qui donne lieu à la mise en place de centres informatiques dans les quartiers pauvres; la création de centres boliviariens des technologies de l'information et de la communication; et le projet Canaima. Le satellite Simón Bolívar sert principalement à étendre

l'éducation et les services médicaux aux zones reculées. On s'efforce aussi actuellement de raccorder toutes les universités du pays. Vu que les établissements d'enseignement servent aussi de bureaux de vote, l'interconnexion est importante pour la démocratie aussi bien que pour l'éducation. L'éducation est d'une importance décisive pour le développement du pays et sa compétitivité et c'est pour cette raison que l'État vénézuélien investit beaucoup dans ce secteur. Le succès des missions Robinson, qui avaient pour but d'éliminer l'analphabétisme, tient à la méthode utilisée, qui a été élaborée avec l'aide de Cuba, ainsi qu'à l'ampleur de la campagne, à laquelle ont même été associées les forces armées. Améliorer l'éducation est aussi un moyen de parvenir à une plus grande équité.

20. Un des grands problèmes que le Venezuela doit résoudre est de savoir comment diversifier son système éducatif et améliorer la qualité de l'éducation de façon à former des professionnels qui contribuent au développement économique du pays. Le projet national Simón Bolívar vise à réduire les inégalités en modifiant la répartition géographique de la population, ce pour quoi il faut développer les infrastructures de transport (en construisant un réseau ferré reliant le nord, l'est, l'ouest et le sud du pays, par exemple), la construction de logements et les infrastructures éducatives et sanitaires afin de favoriser la mobilité de la population dans tout le pays. Des professionnels doivent être formés pour mener ce projet à bien.

21. En ce qui concerne la réforme institutionnelle, l'intervenant dit que la Constitution et la loi sur l'éducation ont aidé à promouvoir des changements dans le système éducatif. Les populations locales sont en mesure de gérer et d'organiser leurs services éducatifs et sanitaires en se servant des ressources qui leur sont transférées par l'État; elles ont donc plus de pouvoir réel sur les services qu'elles utilisent.

22. La législation vénézuélienne maintient les valeurs culturelles de la population, qui a des origines mélangées (autochtones, africaines et européennes). Dans le passé, le modèle éducatif vénézuélien s'inspirait d'un modèle européen et tendait à favoriser la partie blanche de la population mais la nouvelle Constitution reconnaissant la nécessité de s'appuyer sur les valeurs culturelles et les connaissances des peuples autochtones et des populations d'ascendance africaine, un nouveau modèle éducatif a été élaboré, qui tient compte de la diversité ethnique du pays.

23. **M. Kawambwa** (Observateur de la République-Unie de Tanzanie) demande quelle est la part du budget annuel vénézuélien consacrée à l'éducation et, si les parents jouent dans le financement de l'éducation de leurs enfants, quel rôle ils jouent à cet égard.

24. **M. Reinoso** (République bolivarienne du Venezuela) dit qu'environ 8 % du produit intérieur brut (PIB) sont consacrés à l'éducation – 6 % via le ministère de l'éducation et 2 % via le ministère des sciences et de la technologie, qui reçoivent un petit pourcentage des profits réalisés par les compagnies pétrolières, conformément à la politique nationale qui veut que la richesse pétrolière du pays profite à tous.

25. L'intervenant relève qu'historiquement, au Venezuela, les femmes sont plus nombreuses à être scolarisées que les hommes, tendance qui s'est encore accusée depuis la révolution bolivarienne. C'est ce qui explique qu'elles jouent un rôle prédominant dans les mouvements sociaux du pays et dans le développement du système éducatif. Au Venezuela, l'éducation est très valorisée et elle est le point de départ de l'ascension sociale.

26. **M. Sequeira** [Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)] dit que l'UNESCO salue et appuie les efforts qui sont faits au Venezuela pour réduire les inégalités et assurer une éducation continue à la population, ainsi que pour favoriser la coopération Sud-Sud. À l'appui d'initiatives en faveur de l'enseignement supérieur, elle a créé à Caracas l'Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui pourrait être très utile pour la formation des enseignants et d'autres professionnels. Par ailleurs, pour faire échec au phénomène croissant de la violence à l'école, elle a mis en place des programmes visant à promouvoir des relations harmonieuses dans les établissements scolaires.

27. **M<sup>me</sup> Kaag** (Animatrice) demande à quelles difficultés le Venezuela doit faire face pour assurer l'employabilité des jeunes une fois qu'ils ont achevé leurs études supérieures.

28. **M. Reinoso** (République bolivarienne du Venezuela) dit que les diplômés vénézuéliens trouvent généralement du travail. Cependant, l'emploi dans certains secteurs, le secteur des services en particulier, demeure problématique et des efforts sont faits pour que les étudiants reçoivent une formation qui leur permette de répondre à la demande sur le marché du

travail, notamment dans le cadre d'un nouveau programme de création d'emplois intitulé *Misión Trabajo*. Il existe aussi un programme qui aide les étudiants à passer avec succès de l'enseignement secondaire à l'enseignement universitaire.

29. L'intervenant appelle l'attention sur des projets menés conjointement avec l'UNESCO et l'Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que sur un programme de lutte contre la violence à l'école, mené conjointement avec le Chili.

#### *Bangladesh (E/2011/96)*

30. **M. Nahid** (Bangladesh) dit qu'il est impératif de dispenser une éducation de qualité à la nouvelle génération. C'est dans cette perspective que le programme national « Vision 2021 » vise à créer un « Bangladesh numérique » et que le Gouvernement bangladais a établi sa toute première politique éducative nationale. Adoptée par le Parlement en 2010 à l'issue d'un processus consultatif général et ouvert à tous, celle-ci vise à assurer l'accès à l'éducation, à régler les questions de l'équité et de la qualité et à atteindre tous les objectifs de l'Éducation pour tous et au-delà.

31. Passant en revue les mesures stratégiques que son Gouvernement a prises pour améliorer l'éducation, l'intervenant mentionne un programme d'allocations et de prestations sociales destiné à accroître la participation des élèves pauvres – en notant qu'une aide de la communauté internationale sera nécessaire à cet égard – et la formation approfondie des enseignants et des responsables éducatifs. Le Gouvernement bangladais a aussi adopté un programme scolaire fondé sur les compétences, qui prévoit l'utilisation de manuels mis à jour qui continuent de maintenir les valeurs du pays et de décrire son histoire. De nouvelles infrastructures ont été construites mais le besoin d'infrastructures supplémentaires se fait de plus en plus sentir.

32. Les efforts continus qui ont été faits pour accroître le taux de scolarisation ont permis de relever le niveau d'éducation et d'alphabetisation et il y a la volonté, à l'échelle du pays, d'atteindre l'alphabetisation universelle d'ici à 2014. Si le Gouvernement a remporté de nombreux succès en matière d'accès à l'éducation, si la parité des sexes, en particulier, a été atteinte, d'autres questions telles que

le taux d'abandons scolaires, les iniquités et l'insuffisance de la qualité de l'éducation, demeurent préoccupantes. La poursuite de la coopération entre les partenaires du développement, les ONG et le secteur privé, sur les plans national, régional et mondial, aidera à élargir l'accès à l'éducation et à améliorer la qualité de celle-ci. Le Gouvernement bangladais est pleinement déterminé à faire passer graduellement l'enveloppe budgétaire de l'éducation à 6 % du PIB, ou à au moins 20 % du budget national. L'intervenant remercie les pays donateurs de continuer à apporter leur soutien et leur demande de s'acquitter des engagements qu'ils ont pris au titre du Cadre d'action de Dakar.

33. **M<sup>me</sup> Alsulaiti** (Qatar), examinatrice, demande quelles mesures le Gouvernement bangladais a prises pour éviter que les frais de scolarité, qui sont élevés, empêchent les parents d'envoyer leurs enfants à l'école et pour lutter contre l'abus des drogues chez les étudiants. Elle demande également quelles dispositions il prend pour qu'il y ait classe dans les situations de catastrophe quand les écoles servent d'abris. Elle souhaiterait par ailleurs en savoir davantage sur l'éducation en matière de santé procréatrice et d'hygiène et sur l'utilisation des technologies en classe. Enfin, elle demande quels mécanismes particuliers ont été mis en place pour évaluer le comportement professionnel des enseignants.

34. **M. Kawambwa** (Observateur de la République-Unie de Tanzanie), examinateur, félicitant le Gouvernement bangladais de sa stratégie nationale de développement, énoncée avec clarté dans « Vision 2021 », dit que sa politique éducative vise à doter les Bangladais des compétences nécessaires pour renforcer les capacités nationales et à intégrer le Bangladesh dans l'économie mondiale. Parmi les succès que le Bangladesh a obtenus dans le secteur de l'éducation lui-même figurent l'augmentation du nombre des manuels distribués gratuitement dans les écoles primaires et secondaires, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication aux fins d'une bonne gouvernance, la fourniture d'allocations et de prestations sociales, la formation approfondie des enseignants et l'amélioration des infrastructures. Parmi les réalisations indirectes attribuées à l'accent mis par le Gouvernement sur l'éducation figurent la modernisation du secteur agricole, la diminution de la mortalité infantile et maternelle, l'élargissement de l'accès à une eau potable et à l'assainissement, la

réduction des risques de catastrophe par les collectivités et l'autonomisation des femmes. L'accent que le Gouvernement a mis sur la plus grande accessibilité et la meilleure qualité de l'éducation a permis également de progresser sensiblement dans la réalisation des objectifs adoptés à l'échelle internationale, dont les Objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de l'Éducation pour tous.

35. Bien que le Gouvernement soit donc intervenu activement pour améliorer la vie des Bangladais, il continue à se heurter à de nombreuses difficultés. Le Bangladesh aura besoin de davantage de ressources pour financer ses initiatives, notamment celles concernant la formation des enseignants, les manuels et les infrastructures. L'intervenant demande instamment aux partenaires d'accroître leur soutien à ces initiatives, soulignant qu'il ne faut pas que la récente crise financière mondiale compromette les investissements durables dans les pays en développement.

36. **M. Yamahana** (Japon), examinateur, dit que le Gouvernement japonais se félicite de la politique éducative du Bangladesh et salue l'augmentation du taux de scolarisation, les progrès accomplis en matière de parité des sexes et d'égalité d'accès à l'éducation, l'accroissement de la distribution de manuels gratuits, l'amélioration du ratio élève-enseignant, la réduction du taux d'abandons scolaires et l'accroissement de la formation des enseignants dans le pays. Il faut prendre des mesures pour élever le statut social des enseignants. La formation technique et professionnelle doit viser à développer les compétences dont les entreprises ont besoin. L'intervenant salue également l'approche multisectorielle de l'éducation et l'intégration des questions de l'environnement et de la gestion des catastrophes dans les programmes éducatifs.

37. Il aimerait avoir des précisions sur les rôles respectifs des deux ministères chargés de l'éducation et sur la manière dont ils coordonnent leur action. Il apprécierait aussi d'avoir davantage d'informations sur les mesures prises pour régler le problème des enfants vulnérables demeurant en dehors du système éducatif.

38. **M. Sahay** (Inde), félicitant le Bangladesh de ses réformes éducatives, qui ont apporté des améliorations dans l'enseignement primaire et rendu le milieu scolaire plus accueillant, demande quels plans ou

stratégies ont été mis en place pour faire revenir en classe les enfants qui ont interrompu leurs études. Notant qu'attirer les élèves les plus doués vers le métier d'enseignant est toujours très difficile, il souhaite savoir ce que font les établissements d'enseignement supérieur pour préparer des jeunes à ce métier.

39. **M. Quintanilla Román** (Observateur de Cuba) aimerait savoir à quels obstacles à ses programmes, stratégies, mesures et plans visant à concrétiser le droit à l'éducation le Bangladesh doit encore faire face.

40. **M. Nahid** (Bangladesh) dit que les questions posées non seulement seront utiles pour orienter les futures politiques éducatives du Bangladesh mais aussi encourageront celui-ci à poursuivre ses efforts de réforme. La réforme de l'éducation vise à susciter des changements sociaux et économiques complets et profonds tels que l'élimination de la pauvreté, de l'analphabétisme et de la corruption. De plus, le Gouvernement a mené des consultations à l'échelle du pays et la population appuie largement ses programmes.

41. L'amélioration de la qualité de l'éducation est une grande priorité et le recrutement et la formation d'enseignants très qualifiés demeurent des objectifs de première importance. Le Bangladesh a relevé les normes d'éducation en imposant des examens à la fin de la cinquième et de la huitième. De plus, les programmes scolaires ont été modifiés et l'on élabore de nouveaux manuels qui doivent tenir compte des changements scientifiques et techniques qui se sont produits depuis la rédaction des programmes précédents, en 1995.

42. Bien que le taux brut de scolarisation s'établisse à 99 %, empêcher les enfants d'abandonner l'école pose toujours problème. C'est pourquoi le Gouvernement a accru l'aide aux enfants de familles nécessiteuses et a demandé aux communautés locales de l'aider à faire en sorte que ces enfants restent à l'école.

43. **M. Mazumder** (Bangladesh) dit que si le Ministère de l'éducation, qui est chargé de l'enseignement secondaire, technique et supérieur, et le Ministère de l'enseignement primaire et de masse, qui est chargé de l'enseignement primaire et de l'éducation extrascolaire, ont des budgets distincts, ils travaillent en étroite coopération. Parlant ensuite de l'abus des drogues, il dit que, si ce n'est pas un problème majeur au Bangladesh, il est traité de ses effets dans les

programmes scolaires et qu'il existe des centres de traitement et de réinsertion des victimes. Il convient avec d'autres intervenants que le plus gros obstacle à l'application de la réforme de l'éducation et à la promotion de normes éducatives élevées est le financement. C'est pourquoi le Bangladesh sollicite une assistance et une coopération technique accrues auprès de ses partenaires de développement.

44. **M. Nahid** (Bangladesh) dit qu'il tient à remercier tous les partenaires du développement du Bangladesh, en particulier le Japon, de leurs contributions et de leur attachement à la cause de l'éducation au Bangladesh.

*La séance est levée à 17 h 55.*